

Politique d'engagement actionnarial

Date de mise à jour : oct. -nov. 2021
Date de validation en CODIR : 2 décembre 2021
Mise en application : 1^{er} janvier 2022

Covéa Finance est soumis au Code Monétaire et Financier, dont l'article L533-22 a été complété suite à la transposition de la directive « Droit des Actionnaires »¹. Cette dernière est entrée en application au travers du décret 2019-1235 publié en novembre 2019.

Le texte demande aux entités éligibles (sociétés de gestion de portefeuille) de formaliser et publier une politique d'engagement actionnarial, puis de présenter chaque année un compte rendu de la mise en œuvre de cette politique.

La politique doit décrire « la manière dont l'entreprise intègre son rôle d'actionnaire dans sa stratégie d'investissement ». Elle s'appuie notamment sur les éléments existants suivants :

- La politique relative aux risques de durabilité et à l'ESG
- La politique d'exclusion

(Note : la politique de vote et la politique d'engagement liée à l'ESG en tant qu'investisseur disparaissent. Elles ont fusionné avec la nouvelle politique d'engagement actionnarial en juin 2020)

I Description de la politique d'engagement actionnarial de Covéa Finance

En application de l'article R 533-16 §1 du Code Monétaire et Financier², la politique d'engagement actionnarial doit comprendre six éléments :

- a) Le suivi de la stratégie, des performances financières et extra-financières, des risques, de la structure du capital, de l'impact social et environnemental et du gouvernement d'entreprise :
 - Covéa Finance publie une politique relative aux risques de durabilité et à l'ESG qui décrit comment sont prises en compte les performances financières et extra-financières des entreprises, avec un équilibre des trois piliers que sont l'Environnement, le Social, la Gouvernance. La politique est disponible en ligne sur le site : <https://www.covea-finance.fr/nous-connaître/nos-rapports-et-politiques>
 - Covéa Finance prend en compte, dans l'analyse des émetteurs privés, la stratégie de l'entreprise, les performances financières et extra-financières, les risques financiers et extra-financiers, la structure du capital, mais également tous les paramètres boursiers et comptables au sein des

¹ Directive 2007-36 modifiée par la Directive 2017-828

² Lui-même en application de l'article L 533-22

entreprises cotées et non cotées pour prendre ses décisions d'investissement. Cette prise en compte se traduit par les analyses réalisées en interne par les équipes de gestion et de recherche. Le croisement des données financières et extra-financières permet d'appréhender plus largement les fondamentaux, les perspectives et les risques des titres en portefeuille.

- Dans le cadre de l'intégration de son processus d'investissement, Covéa Finance s'engage à :
 - s'autoévaluer au moins une fois par an sur les aspects suivants :
 - l'alignement et cohérence des principes de la politique RSE du groupe Covéa avec les critères ESG appliqués dans les investissements,
 - la notation interne de Covéa Finance en tant que SGP selon sa propre grille de sélection des SGP par la multigestion,
 - publier une intensité carbone de ses portefeuilles
 - poursuivre une démarche de progrès continu sur la prise en compte de l'ESG dans son processus d'investissement et ses décisions de gestion.

b) Groupes de travail de place

Covéa Finance participe et contribue aux travaux de deux associations professionnelles : l'AFG (pour elle-même) et la FFA (pour le compte du groupe Covéa) notamment à travers leurs groupes de travail ESG Climat respectifs.

c) Le dialogue avec les sociétés détenues dans les portefeuilles :

Covéa Finance a formalisé sa démarche de dialogue actionnarial autour des éléments suivants :

- Une définition : outil de dialogue avec les entreprises et outil d'articulation des politiques favorisant l'intégration des critères ESG dans le processus d'investissement
- Des objectifs : privilégier le dialogue actionnarial comme le principal canal et levier d'influence pour promouvoir les meilleures pratiques ESG au sein des entreprises ; et permettre une meilleure appréhension du risque extra-financier et de la performance financière et extra-financière d'une entreprise ou d'un portefeuille d'actifs

- Plusieurs formes : rencontres (en présentiel ou à distance) avec les entreprises à l'initiative de ces dernières dans le cadre de l'analyse des résolutions présentées en Assemblée Générale, ou à l'initiative de Covéa Finance, ou encore lors de présentations aux investisseurs ; envoi de questionnaires ciblés qui servent de support et de cadre d'appréciation des risques et performances financières et extra-financières ; campagnes d'engagement.
- Règles de priorisation : les sociétés avec lesquelles les analystes dialoguent en fonction des opportunités de rencontres sont en priorité celles considérées comme cœur de portefeuille³, ainsi que celles visées par notre politique d'exclusion. A ceci viennent ensuite s'ajouter d'autres éléments de priorisation (par exemple la détention de la valeur dans les fonds labélisés ISR ou les fonds
- Les éléments liés à ce dialogue actionnarial sont rendus publics dans notre rapport annuel ESG, y compris les mesures prises (mise sous surveillance, interdiction de nouveaux investissements...) dans le cadre de l'application de notre politique d'exclusion.

d) L'exercice des droits de vote et des autres droits attachés aux actions :

- Les éléments ci-après présentent les conditions dans lesquelles nous exerçons les droits de vote attachés aux titres détenus et/ou acquis par Covéa Finance dans le cadre de l'activité de gestion collective (OPC) et de gestion individuelle sous mandat.
- Sont exclus du champ de l'exercice du droit de vote, les titres de sociétés détenus en direct par les entités du Groupe Covéa ayant mis en place un mandat de gestion financière avec Covéa Finance et considérés comme « stratégiques » à ce titre.
- Nous cherchons par l'exercice des droits de vote à faire respecter les bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise et à promouvoir ainsi pour nos clients une valorisation à long terme de leurs investissements.
- L'exercice du droit de vote participe à la démarche de Covéa Finance de prendre en compte les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) pour la gestion de ses actifs.

³ Le cœur de portefeuille est composé des sociétés sélectionnées par la gestion pour leurs caractéristiques de croissance pérenne et de résistance au cycle économique. Ces titres permettent de construire le matelas de plus-values latentes afin d'amortir un choc de marché. Par construction, les valeurs cœur de portefeuille ont vocation à rester longtemps en portefeuille.

- Nous exerçons nos fonctions en toute indépendance vis-à-vis des émetteurs et dans l'intérêt de nos clients.

Les éléments ci-après conditionnant l'exercice des droits de vote font l'objet d'une révision annuelle. Dans le cadre de l'élaboration et l'évolution de ces conditions, Covéa Finance s'appuie notamment sur les recommandations annuelles de l'AFG et de l'Afep-Medef en termes de gouvernement d'entreprise, en les adaptant aux spécificités de son modèle d'entreprise.

1. Exercice du droit de vote

▪ Organisation de la société lui permettant d'exercer ses droits de vote

Nous exerçons le droit de vote de nos clients :

- par l'intermédiaire d'une plate-forme électronique (depuis le 2 juin 2008) et par correspondance pour la France ; c'est la règle
- par une participation effective aux assemblées ; c'est l'exception

Les analystes, sur la base d'une organisation collégiale, analysent les résolutions soumises au vote et proposent des instructions de vote dans le respect des principes énoncés dans le présent document⁴. Ces propositions font l'objet d'une validation par le Directeur de la Veille Stratégique, des Relations Extérieures et de l'ensemble des Recherches, son représentant. Les analystes instruisent le vote par l'intermédiaire de la plateforme électronique précédemment mentionnée, et en informent les équipes de gestion.

▪ Classement et archivage de l'information

Notre prestataire nous permet de répondre à l'exigence de traçabilité imposée par le règlement de l'AMF. Ainsi pour chaque assemblée générale à laquelle nous votons, les informations suivantes sont disponibles :

- le nombre d'actions détenues par organisme de placement collectif et par mandat à la date de l'assemblée générale,
- la nature du vote exercé par l'analyste (direct, par correspondance, électronique) ;
- la réponse au vote (pour, contre, abstention ; il s'agit toujours d'une abstention en cas de nouvelle résolution présentée en séance) ;

⁴ Les résolutions de vote non couvertes par notre politique de vote seront examinées au cas par cas.

- les raisons de ces votes lorsqu'il s'agit d'une abstention ou d'un vote négatif.

Cette information est à la disposition de nos mandants, des actionnaires, des porteurs de parts ou investisseurs d'organismes de placement collectif suite à leur demande au siège de Covéa Finance.

2. Principes auxquels Covéa Finance se réfère pour déterminer les cas dans lesquels le droit de vote sera exercé

▪ Périmètre du vote dans les assemblées générales 2022

Nous avons décidé pour l'exercice 2022, d'étendre significativement notre périmètre de vote :

- En votant sur 100% du périmètre de nos fonds à thématique environnementale, et de nos fonds labellisés ISR
- En votant sur 100% des entreprises dont nous détenons au moins 0.5% du capital
- En étendant notre périmètre de vote à d'autres pays en complément des pays de l'Union européenne dont la liste est tenue en interne
- Soit au total un périmètre qui représente environ 95% des encours détenus en Actions au 31 décembre 2021 dans les portefeuilles de nos organismes de placement collectif et mandats confondus sauf si ces titres étaient cédés à la date de l'assemblée générale.

L'augmentation de la couverture géographique de nos votes nécessite par ailleurs une adaptation de notre politique de vote aux systèmes de gouvernance locaux :

Pour ces différentes adaptations, nous nous basons sur les préconisations de notre prestataire de vote.

Toutefois nous maintenons quelques spécificités, à savoir :

- *Diversité de genre* :
France : 40%
US : 25%
- *Critère de présence* : conserver l'opposition à la nomination d'un administrateur présentant un taux d'assiduité inférieur à 75% (hors justification)
- *Rémunération* : au moins 50% de la rémunération variable de long terme doit être attribuée sur des critères de performance. Le reste peut être attribué sur des critères de présence

- Résolutions d'actionnaires: les résolutions seront systématiquement traitées en interne

- Nature de gestion de l'organisme de placement collectif

Covéa Finance pratique une gestion collégiale de choix des valeurs issue des déclinaisons de nos Perspectives Economiques et Financières et d'une analyse financière et extra-financière. La nature de sa gestion est sans influence sur l'exercice de son droit de vote. Pour certaines résolutions à caractère transformant (e.g. acquisition ou cession significative...), les équipes de Gestion et de Recherche pourront être consultées.

- Recours au prêt de titres

Covéa Finance pourra éventuellement avoir recours au prêt de titres. Afin de pouvoir exercer les droits de vote attachés aux titres prêtés au moment des assemblées générales, Covéa Finance veillera à être en mesure de pouvoir les rappeler à tout moment.

- Cas particulier des résolutions liées à l'ESG :

Covéa Finance se réserve en particulier la possibilité d'examiner toute résolution, portée soit par le Conseil d'Administration soit par un groupement d'actionnaires, qui viserait à améliorer la transparence, la gouvernance, la gestion des parties prenantes (employés, environnement...), ou qui lui semblerait ne pas être en adéquation avec les principes ESG de Covéa Finance et/ou avec sa politique d'exclusion.

Tout investisseur qui souhaite se débarrasser d'un actif fortement carboné dans un portefeuille, devra nécessairement le transférer dans le portefeuille de sa contrepartie acheteuse. C'est un jeu à somme nulle puisque les émissions de l'entreprise ayant fait l'objet de la transaction n'auront pas autant changé. Covéa Finance privilégie donc dans la mesure du possible les fermetures aux cessions d'actifs carbonés.

3. Principes auxquels Covéa Finance se réfère à l'occasion de l'exercice des droits de vote

L'objectif de Covéa Finance est de contribuer à l'amélioration des pratiques de gouvernance dans les entreprises dans lesquelles Covéa

Finance décide d'investir et ainsi contribuer à défendre au mieux l'intérêt à long terme des bénéficiaires que Covéa Finance représente. Les principes auxquels Covéa Finance se réfère permettent l'alignement d'intérêt de l'ensemble des parties prenantes.

Les principes sont organisés autour de six thèmes présentés ci-dessous qui regroupent les principales catégories de résolutions :

- Conseils et Instances dirigeantes
- Rémunération des dirigeants mandataires sociaux
- Droits des actionnaires
- Approbation des comptes et de la gestion
- Structure financière
- Gouvernance des enjeux environnementaux et sociaux

La stratégie de vote se matérialise par des points d'analyse sur chacun des six thèmes, permettant à Covéa Finance de prendre position sur la gouvernance lors de l'exercice des droits de vote.

▪ Conseils et Instances dirigeantes

Les conseils sont responsables devant l'ensemble des actionnaires et doivent agir dans l'intérêt et pour le compte de tous les actionnaires. Ils exercent les compétences qui leur sont dévolues par la loi pour agir en toute circonstance dans l'intérêt de l'entreprise. Afin d'assumer au mieux cette responsabilité, la bonne gouvernance doit se traduire par un équilibre des pouvoirs et des compétences au sein des conseils et des instances dirigeantes.

Avant de se prononcer sur une résolution relative aux conseils et instances dirigeantes, Covéa Finance, avec l'aide de son prestataire, considère les points suivants :

- la clarté et la continuité des informations concernant les travaux du conseil appréciées par :
 - ➔ le rapport du président informant les actionnaires sur le nombre de réunions du conseil, les éléments d'appréciation de l'assiduité de ses membres, son mode d'organisation, un *curriculum vitae* détaillé pour les membres du conseil en poste et les membres présentés au vote des actionnaires,
 - ➔ l'existence d'un règlement intérieur du conseil faisant mention des principes d'organisation et de déontologie,

- les moyens mis à la disposition des membres du conseil : communication de toute information utile à l'exercice de leurs mandats en amont de leurs réunions ;
- la dissociation ou non des fonctions de direction et de contrôle (président du Conseil et directeur général ou président-directeur général) ;
- le montant de la rémunération de l'activité des administrateurs (indexés ou non sur la participation aux réunions du conseil). Covéa Finance est favorable à une rémunération des membres du conseil dont le montant et l'évolution doivent être cohérents avec la capacité financière de la société ;
- l'expérience des membres du conseil au regard du fonctionnement de la société ;
- la diversité des expériences au sein du conseil ;
- le taux d'assiduité des membres aux réunions du conseil dans le cas des renouvellements de mandats ;
- la durée des mandats : Covéa Finance est favorable à une durée maximum des mandats de 4 ans ;
- la proportion des administrateurs ou des membres du conseil de surveillance âgés de plus de 70 ans ;
- la liste des mandats, avec une règle générale d'un maximum de 5 mandats au total (y compris le mandat dans la société concernée et/ou dans une ou plusieurs de ses filiales) pour les candidats non dirigeants exécutifs et des règles spécifiques au cas par cas pour les autres profils de candidats ;
- le nombre d'actions à détenir statutairement par un administrateur ou un membre du conseil de surveillance et le nombre d'actions effectivement détenu ;
- l'absence de discrimination : Covéa Finance est notamment favorable à une meilleure représentation des femmes au sein des conseils ;

- la présence de salariés au sein des conseils : Covéa Finance est favorable à la présence de salariés au sein des conseils ;
- l'existence d'administrateurs croisés : Covéa Finance n'y est pas favorable sauf dans le cas d'alliance stratégique se situant dans un projet économique déclaré.

Covéa Finance vérifie que la société respecte les principes suivants dans la nomination de ses membres du conseil d'administration ou de surveillance :

- La part des administrateurs indépendants doit être strictement supérieure à 50% pour les sociétés au capital dispersé dites « non-contrôlées »⁵. La part des administrateurs indépendants doit être strictement supérieure à 33% pour les sociétés contrôlées. Les administrateurs représentant les actionnaires salariés ainsi que les administrateurs représentant les salariés ne sont pas comptabilisés pour établir ces pourcentages ainsi que les représentants de l'Etat (dans le cas Français, y compris BPI, CDC, APE etc.). Ainsi l'administrateur ou le membre du conseil de surveillance indépendant ne doit pas :
 - ➔ être salarié, mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe, ni l'avoir été au cours des cinq dernières années,
 - ➔ être salarié ou mandataire social dirigeant d'un actionnaire de référence de la société, ou d'une société de son groupe,
 - ➔ être salarié ou mandataire social dirigeant d'un partenaire significatif et habituel, commercial, bancaire ou financier, de la société ou des sociétés de son groupe,
 - ➔ avoir été auditeur de la société au cours des cinq années précédentes,
 - ➔ être membre du conseil d'administration ou du conseil de surveillance depuis plus de dix ans,
 - ➔ avoir un lien familial proche avec un mandataire social.
- Comités spécialisés

Covéa Finance adhère aux préconisations de l'AFG recommandant l'existence de trois comités (un nombre plus important de comités

⁵ Une société est dite « contrôlée » si un actionnaire dispose directement ou indirectement, d'une fraction du capital supérieure à 50%.

pouvant conduire à une dilution et confusion des travaux des administrateurs) dotés de liberté pour convoquer et auditionner les salariés de la société et avec une charte de fonctionnement et d'attribution pour chacun d'entre eux, incluse dans le règlement intérieur du conseil d'administration ou du conseil de surveillance. Le conseil d'administration ou le conseil de surveillance doit fournir aux actionnaires toutes précisions utiles concernant ces comités, la fréquence de leurs réunions et rendre compte de leur activité.

- Comité d'audit

Deux tiers de ses membres doivent être indépendants. Le comité doit comprendre un membre expert en matière comptable et financière, à l'exclusion des personnes exerçant des fonctions de direction générale ou salariées dans la Société.

Ses fonctions doivent être le contrôle de l'information comptable et financière, l'analyse des risques et la supervision du contrôle interne, le suivi du contrôle légal des comptes et l'examen des travaux de l'audit externe.

- Comité de sélection

Il doit être composé d'au moins trois membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, la majorité des membres devant être indépendante.

Le comité est chargé de faire des propositions en vue de la recherche, de la nomination des membres du conseil et des mandataires sociaux et de la planification de son renouvellement.

- Comité des rémunérations

Le président du Comité des rémunérations et la majorité de ses membres doivent être libres d'intérêts. Le comité ne pourra inclure des personnes exerçant les fonctions de directeur général.

Il doit participer à l'élaboration d'un dispositif englobant les rémunérations de toutes natures (fixe, variable, options, attributions d'actions gratuites, indemnités de départ, retraite).

Il procède notamment à l'examen des rémunérations des mandataires sociaux et du comité exécutif.

▪ Rémunération des dirigeants mandataires sociaux⁶

La politique de rémunération doit être adaptée à la stratégie et au contexte de la société. Elle doit s'inscrire dans un objectif de performance de la société sur le moyen et long terme. La rémunération doit être déterminée en accord avec le principe de l'alignement d'intérêt des parties prenantes.

La détermination des rémunérations doit être exhaustive, les règles doivent être stables et transparentes et les critères de performance utilisés doivent être explicites et pérennes.

Avant de se prononcer sur une résolution relative aux rémunérations, Covéa Finance, avec l'aide de ses prestataires, considère les points suivants :

- la transparence de l'information sur les montants et sur toutes les formes et bases de calcul des rémunérations individuelles, directes ou indirectes, immédiates ou différées des dirigeants mandataires sociaux. Cette information devra être détaillée dans les résolutions, faire l'objet d'une information dans le rapport annuel dans un tableau récapitulatif des rémunérations et permettre de comparer les plans de rémunération en cours à ceux des deux exercices précédents. L'information sur les critères permettant de déterminer les rémunérations variables doit être précise (avec un détail sur la rémunération minimum, maximum et cible en fonction de l'atteinte des objectifs) ;
- la cohérence de la rémunération du dirigeant mandataire social avec l'intérêt de l'entreprise : les opportunités d'évolution de la rémunération seront analysées à l'aune de l'existence de plans de restructuration majeurs en cours ;
- l'équilibre de structure entre les éléments fixes et variables de la rémunération ; Covéa Finance étant en faveur d'un ordre de grandeur proportionné ;
- l'équilibre de structure entre les éléments variables de court terme et de moyen-long terme ; Covéa Finance étant en faveur

⁶ Directeur général, Directeurs Généraux délégués, Président de conseil

- d'une structure alignée sur des objectifs de moyen et long terme ;
- la mise en place ou non d'un mécanisme d'approbation des plans de rémunération par les actionnaires (« say on pay ») auquel Covéa Finance est favorable ;
 - les critères de performance associés aux rémunérations annuelles variables et aux plans de rémunération doivent être exigeants, explicites et pérennes, ils peuvent être à la fois quantitatifs et qualitatifs : l'inclusion de critères extra-financiers est recommandée ; les critères comparant la performance du groupe à celles des concurrents sont positivement appréciés ;
 - la mise en place ou non d'un mécanisme de clauses de restitution des rémunérations variables versées lorsqu'il apparaîtrait, à une date ultérieure, qu'elles ont été partiellement attribuées sur la base d'une information financière incorrecte ;
 - les mécanismes d'attribution de rémunérations de long terme des dirigeants mandataires sociaux ; notamment les points d'attention sur les modalités suivantes :

→ Actions gratuites

- Covéa Finance souhaite que la Société fournisse à ses actionnaires dans son rapport annuel des données précises concernant l'ensemble des conditions ayant conduit à l'octroi d'actions gratuites au cours des trois derniers exercices (critères de performance, pourcentage d'attribution).
- Les résolutions destinées à autoriser l'attribution d'actions gratuites doivent intégrer et préciser de façon détaillée les critères de performance explicites sur la base desquels seront attribuées les dites actions afin que l'actionnaire puisse apprécier leur potentiel dilutif.
- Ces critères pourront être mentionnés dans la résolution ou dans les documents mis à la disposition des actionnaires en vue de l'assemblée générale.
- Covéa Finance est favorable à ce que soient séparées les résolutions concernant les attributions aux mandataires sociaux et aux salariés et que soit communiquée la part maximale d'actions gratuites attribuée à chaque mandataire social.
- L'attribution des actions gratuites doit se faire sous condition de performance sur une longue durée (au

moins 3 ans) et il serait souhaitable que la conservation se fasse sur 2 années.

- Attribution d'options de souscription, de bons de souscription ou d'achat d'actions
 - Covéa Finance est vigilante sur le nombre et les conditions dans lesquelles les options de souscription, les bons de souscriptions ou d'achat d'actions sont attribués aux membres de direction. En particulier, elles ne devraient pas comporter de décote et les conditions initiales de l'émission ne devraient pas pouvoir être modifiées.
 - Les plans d'options doivent préciser les modalités d'attribution de ces options. Un dispositif doit permettre d'assurer le respect des règles déontologiques et en particulier :
 - l'annulation des options ou bons de souscription en cas de départ de l'entreprise,
 - l'absence de possibilité de modification à posteriori des conditions initiales d'attribution des options,
 - une périodicité d'attribution des options sur l'année,
 - la possibilité de levée des options étalée sur plusieurs années et conditionnée à la réalisation d'objectifs,
 - une attribution soumise à la réalisation de conditions de performance sur une longue durée.

Ces plans d'attribution devraient distinguer les attributions faites aux mandataires sociaux de celles faites aux salariés.

L'attribution des options doit se faire sous condition de performance sur une longue durée (au moins 3 ans) et il serait souhaitable que la conservation se fasse sur 2 années.

- Limitations à l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et d'actions gratuites
 - Le montant total des plans en cours globalisant les options de souscription et actions gratuites ne devrait pas excéder

10 % du capital (ce plafond pourrait être revu à la hausse pour les petites capitalisations).

- Le nombre total de bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions et d'actions gratuites ainsi que le nombre de bénéficiaires dirigeants devraient être mentionnés dans le rapport annuel de la société.
- les dispositifs de retraite sur-complémentaire, notamment les dispositifs à prestations définies, qui devraient inclure des conditions d'ancienneté (5 ans minimum), de montant, de présentisme, d'assiette et de période de référence ;
- les indemnités de départ : il est souhaitable que le départ d'un mandataire social dirigeant sur sa seule initiative n'entraîne pas de versement d'indemnités de départ.
 - Toute prime d'indemnités liée au départ susceptible d'être versée à tout dirigeant ne devrait pas excéder un montant correspondant à deux fois la rémunération annuelle, fixe et variable (les options de souscription et autres types de rémunération étant exclues). Si la présence du dirigeant est inférieure à deux ans, le montant de l'indemnité devrait être fixé au prorata du temps de présence.
 - Le versement d'une indemnité de non-concurrence devrait être exclu dans le cadre d'un départ en retraite.
 - Covéa Finance est favorable à ce que les conventions relatives aux rémunérations, indemnités ou avantages susceptibles d'être dus à un mandataire social dirigeant lors de la cessation ou du changement de ses fonctions, fassent l'objet de résolutions séparées.
- les primes de bienvenue : elles peuvent être acceptées dans le cas où elles compensent la perte éventuelle de revenus engendrée par l'abandon par le nouvel arrivant de ses fonctions précédentes.

▪ Droits des actionnaires

La stratégie de vote de Covéa Finance en la matière se fonde sur la défense d'équité de traitement des actionnaires, notamment au travers du mécanisme de proportionnalité des droits de vote et du principe « une

action, une voix ». Cette règle est systématique à l'exception de la présence de droits de vote double liés à la loi Florange.

Covéa Finance est par conséquent défavorable aux pratiques et/ou modifications statutaires concernant le démembrement des actions, de droits de vote doubles, de dividende prioritaire et d'actions sans droit de vote. Covéa Finance est vigilante sur la préservation des droits des actionnaires. Chaque résolution ou décision entraînant une modification des statuts fera l'objet d'un examen au cas par cas.

▪ Approbation des comptes et de la gestion

Covéa Finance prend position lors de l'exercice des droits de vote sur la transparence de l'entreprise sur l'activité et sa situation financière, et sur l'accès à une information suffisante, notamment sur les politiques et les pratiques sur certains enjeux environnementaux et sociaux.

Avant de se prononcer sur une résolution relative à l'approbation des comptes et de la gestion, Covéa Finance, avec l'aide de ses prestataires, considère les points suivants :

- l'information des sociétés doit être disponible dans des délais permettant à Covéa Finance d'analyser en amont ces questions (au moins 21 jours avant l'assemblée générale).
- l'information doit être sincère et cohérente, avec une position stratégique détaillée, notamment sur les sujets de l'orientation stratégique à moyen et à long terme de la société, de la politique environnementale et sociale de la société, de la politique d'identification et de gestion des risques, de la politique d'endettement et de distribution de dividendes ;
- les résolutions présentées au vote des actionnaires, qui doivent être accompagnées d'informations permettant d'éclairer la décision de vote et d'en préciser les enjeux, ainsi que soient explicitées les raisons d'être et les conséquences des résolutions proposées, en particulier celles qui concernent la nomination et le renouvellement des membres des conseils ainsi que les autorisations concernant des opérations financières ;
- les demandes de quitus qui seront analysées à l'aune de la réglementation du pays où se situe le siège social ;
- la nomination des commissaires aux comptes ; Covéa Finance est attentive à la limitation des situations de conflit d'intérêt

- potentiel concernant l'intervention des commissaires aux comptes. Ainsi doivent être respectées ;
- la bonne application des principes de rotation en fonction des entités concernées et selon les règles locales
 - la restriction des honoraires non liés à la mission de certification des comptes,
- les conventions réglementées ; Covéa Finance exerce une vigilance particulière sur les résolutions portant sur les conventions règlementées.
 - La bonne pratique consistant à prévoir une résolution par convention ;
 - Les informations doivent être clairement détaillées et dans un souci de meilleure lisibilité, doivent faire l'objet de résolutions séparées, en particulier lorsqu'il s'agit de conventions concernant les mandataires sociaux dirigeants et les *holdings* familiales ;

Conventions réglementées⁷ : Il s'agit de conventions directes ou indirectes entre une société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués ou l'un de ses administrateurs ou l'un de ses actionnaires détenant plus de 5% de droit de vote qui ne portent pas sur des opérations courantes conclues dans des conditions normales. Il est rappelé que les opérations courantes sont celles qui sont effectuées par la société dans le cadre de son activité ordinaire et s'agissant d'actes de disposition arrêtés dans des conditions suffisamment usuelles pour s'apparenter à des opérations habituelles.

Champ d'application

Vente, bail, prestation de services, concession de licence, prêt, rémunération exceptionnelle attribuée aux administrateurs pour des missions...

- les votes regroupés : Covéa Finance s'oppose à la pratique qui consiste à regrouper dans une même résolution plusieurs décisions de même nature qui devraient pourtant être soumises séparément au vote de l'assemblée (à titre d'exemple les résolutions relatives au renouvellement de plusieurs administrateurs ou encore aux rémunérations ou avantages en nature au bénéfice des dirigeants).

⁷ Articles L225-38 à L225-43 du Code de Commerce

- Structure financière

La stratégie de vote de Covéa Finance se fonde sur le respect du principe de gestion raisonnée des fonds propres sur le long terme et sur le respect des actionnaires de long terme.

Ainsi Covéa Finance exerce une vigilance particulière sur les opérations sur titres et sur la politique de dividende menée par les entreprises de son périmètre de vote :

- la politique de distribution de dividendes doit être adaptée au potentiel de croissance de l'entreprise, avec une prise en considération du montant du dividende par rapport aux flux de trésorerie disponibles pour l'actionnaire, de l'évolution du ratio de distribution et du montant des investissements ;
- les opérations de rachat d'actions et de réduction de capital : ces opérations seront analysées à l'aune de la situation d'endettement de l'entreprise ;
- les mécanismes anti-OPA : il n'est pas souhaitable qu'une assemblée générale puisse donner à l'avance l'autorisation d'utiliser au cours d'une offre publique lancée postérieurement des dispositifs tels que le rachat d'actions (hormis au Royaume-Uni) ou l'émission de bons de souscription d'actions. Covéa Finance considère que la tenue d'une assemblée générale intervenant pendant la période d'offre publique doit permettre aux actionnaires de se prononcer au cas par cas en disposant des éléments d'appréciation sur des résolutions autorisant, en période d'offre publique, le rachat d'actions ou l'octroi de bons de souscription d'actions.
- les augmentations de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription. La stratégie de vote de Covéa Finance repose sur le respect du droit préférentiel de souscription des actionnaires lors des augmentations de capital. Aussi Covéa Finance sera vigilante sur les modalités de demandes dilutives de délégation de compétences supprimant le droit de souscription des actionnaires, en termes de décote et de pourcentage du capital demandé. En particulier Covéa Finance s'oppose :
 - aux augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription et sans délai de priorité obligatoire qui potentiellement cumulées représenteraient plus de 10% du capital et qui, soumises au vote de l'assemblée, ne seraient pas formellement expliquées et justifiées,

- aux augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription et avec délai de priorité obligatoire d'un minimum de 5 jours qui, potentiellement cumulées, représenteraient plus de 20% du capital et qui, soumises au vote, ne seraient pas formellement expliquées et justifiées,
- concernant les augmentations de capital avec droit préférentiel, Covéa Finance s'oppose aux autorisations qui, potentiellement cumulées, représenteraient plus de 50% du capital et qui, soumises au vote de l'assemblée, ne seraient pas formellement expliquées et justifiées.

Covéa Finance n'est pas favorable aux augmentations de capital par placement privé, sauf justification de situations particulières formellement explicitées par l'entreprise.

- Gouvernance des enjeux environnementaux et sociaux

Covéa Finance souhaite avoir accès à une information claire et suffisante sur les politiques et pratiques de l'entreprise sur certains enjeux environnementaux et sociaux afin de mieux appréhender les risques et les opportunités que peuvent constituer ces enjeux pour l'entreprise.

Covéa Finance pourra soutenir une résolution présentée par un actionnaire ou un groupe d'actionnaires, qui, sous conditions de clarté et de détail, permettrait d'accroître la transparence sur les enjeux environnementaux et sociaux liés à l'activité de la Société.

e) La coopération avec les autres actionnaires :

- Covéa Finance se réserve la possibilité de participer à toute coalition d'actionnaire qu'elle jugerait pertinente.

f) La communication avec les parties prenantes pertinentes :

- Covéa Finance s'engage à garantir un niveau de communication satisfaisant avec ses clients, dont son client-actionnaire Covéa sur les trois volets suivants :
 - Covéa Finance a pour slogan « la finance au service de l'assurance » et a bâti son modèle économique sur la prise en compte profonde et globale des caractéristiques et besoins de son client-actionnaire Covéa,

- Covéa Finance met tout en œuvre afin que Covéa puisse respecter à tout instant ses engagements financiers pris envers ses clients et sociétaires,
 - Covéa Finance s'engage à appliquer la politique d'investissement de Covéa qui mentionne que des critères ESG doivent être pris en compte dans les investissements pour ses mandats.
- Covéa Finance s'engage à garantir un niveau de communication satisfaisant avec les entreprises qu'elle finance en dette ou en capital au travers de deux moyens :
 - Covéa Finance s'engage à dialoguer avec les entreprises comprises dans son périmètre de vote qui en font la demande dans le cadre d'un dialogue actionnarial pré-Assemblée Générale, et hors période pré-engagement actionnarial, à adopter une démarche constructive dans le dialogue actionnarial avec, entre autres, ses plus grosses positions, les émetteurs privés dont Covéa Finance détient une part importante du capital, les émetteurs privés des fonds labélisés ISR et de la gamme de fonds thématiques
 - Covéa Finance s'engage à demander aux entreprises, avec lesquelles elle a initié un dialogue actionnarial, de progresser à la fois sur les axes ESG et sur la qualité, la comparabilité et la transparence des données
 - Covéa Finance répond aux sollicitations et dialogue avec les parties prenantes telles que les associations professionnelles et les ONG. Ce dialogue n'est cependant ni systématique ni contraignant.

g) La prévention et la gestion des conflits d'intérêts réels ou potentiels par rapport à leur engagement :

- Concernant l'exercice du droit de vote :
 - Le droit de vote est exercé en toute indépendance, dans le respect des principes définis par Covéa Finance dans sa politique relative à la gestion des conflits d'intérêt.
 - L'appartenance de la société de gestion de portefeuille à un groupe non coté et l'absence d'activité orientée vers les émetteurs, sont des facteurs qui limitent l'exposition de la société de gestion au risque de conflit d'intérêt. Covéa Finance s'abstient de voter aux assemblées générales des sociétés, principalement foncières cotées, dont les entités du Groupe Covéa détiennent une fraction du capital qu'elles considèrent stratégiques.
 - Covéa Finance pourra assister les entités du Groupe Covéa uniquement dans la mise en œuvre des formalités administratives à l'exercice des

droits de vote attachés aux titres détenus en dehors des mandats de gestion, selon leurs instructions spécifiques.

- Dans le cas où une situation de conflit d'intérêts est identifiée, la société de gestion le signale dans son rapport annuel sur l'exercice du droit de vote.

Concernant les opérations de Covéa Finance, il convient de se référer à la Politique de prévention et gestion des conflits d'intérêts et code de déontologie disponible à l'adresse suivante : <https://www.covea-finance.fr/nous-connaître/nos-rapports-et-politiques>

II Diffusion et compte rendu de la politique d'engagement actionnarial

- Cette politique d'engagement actionnarial est rendue publique sur le site internet de Covéa Finance et est mentionnée au même titre que les autres politiques dans le Rapport ESG publié annuellement.
- Un compte rendu de la mise en œuvre de la politique d'engagement actionnarial sera présenté chaque année et mis à disposition à travers le Rapport ESG, publié sur le site internet de Covéa Finance.